

FAITS SAILLANTS (Il y a 1 heure)

- Plus de 110 000 personnes se sont déplacées dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua depuis janvier 2019
- Plus de 150 civiles ont perdu la vie depuis Janvier 2019 suite à la recrudescences des attaques armés
- 170 000 personnes seront exposées aux risques d'inondations pendant la saison des pluies
- Estimés à 79 millions USD les besoins humanitaires urgents, dont 9 millions requis pour garantir le déroulement du mécanisme de réponse rapide aux nouvelles émergences



CHIFFRES CLÉS

2,3M

personnes dans le besoin

1,2M

enfants dans le besoin

254K

déplacés internes

178K

réfugiés

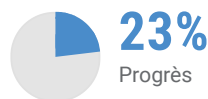
FINANCEMENT (2019)

\$383.1M

Requis

\$88.5M

Reçu



FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/676/summary>

CONTACTS

Dieudonne Bamouni
Chef de bureau
dieudonneb@un.org

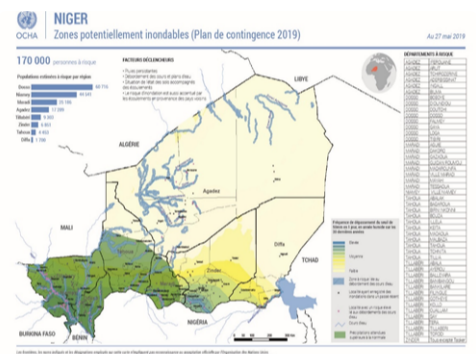
Emanuele Cidonelli
Information Publique et Plaidoyer
emanuele.cidonelli@un.org

PRÉVISIONS (Il y a 1 heure)

170 000 personnes exposées aux risques d'inondations cette année

Cette année encore le Niger reste parmi les pays les plus exposés du Sahel aux risques d'inondations.

En 2018, les fortes pluies des mois de juillet et août avaient causé au Niger la mort de 52 personnes et plus de 200 000 sinistrées, dont plus de la moitié dans les régions de Dosso et Agadez. A cela s'ajoute la destruction de plus de 170 000 maisons et presque 8 000 hectares de cultures, la mort de 33 000 têtes de bétail, et la perte de plusieurs puits d'eau potable.



Les prévisions climatiques de la [Direction Nationale de la Météorologie](#) n'envisage pas de moindres risques pour 2019. Les cumuls pluviométriques attendus au Niger pour la période juillet-août-septembre, associés aux probabilités d'occurrence de fortes pluies et aux surplus des écoulements prévus dans la majeure partie des bassins fluviaux, indiquent des tendances excédentaires au niveau des bassins du Niger, du Lac-Tchad et du haut bassin de la Volta. Cela se traduit par de forts risques d'inondations pour les régions de Niamey, Dosso, Tillabéry, Tahoua et Maradi.

90 000 déplacés et réfugiés dans les régions en risque

Le [Plan de réponse humanitaire 2019](#) pour le Niger estime que **170 000 personnes pourraient être affectées par des inondations**. Ces chiffres tiennent compte des estimations faites par le Gouvernement ainsi que des tendances pour dernières 3 ans, pendant lesquels le bilan des sinistrées a toujours dépassé les prévisions faites pour le plan de contingence. Il est important aussi de tenir en considération que parmi les 5 régions plus en risque, trois (Tahoua, Tillabéry, et Maradi) abritent autour de 90 000 personnes déplacées et réfugiés, qui vivent dans des abris avec des conditions de vie déjà très précaires.

Une réponse coordonnée entre Gouvernement et humanitaires

Pour atténuer les risques, le Gouvernement travaille à la construction et au renforcement des digues de protection, au curage des caniveaux, et à la mise en œuvre de programmes de sensibilisation. Il est recommandé aux populations d'éviter l'occupation non autorisée des zones inondables (aussi bien pour les habitations que pour les cultures), de suivre de près les seuils d'alerte dans les différents sites à haut risque d'inondation, de renforcer les capacités d'actions des agences de réduction des risques de catastrophe et d'opérationnaliser des systèmes intégrés de suivi et d'alerte précoce sur les risques d'inondation entre autres.

En appui à ces actions, les acteurs humanitaires travaillent pour pré-positionnement des stocks d'urgence dans les secteurs de l'Eau, hygiène et assainissement, de la Santé, des Abris et des Biens Non-Alimentaires.

ANALYSE (Il y a 1 heure)

Les civils payent le tribut de la crise sécuritaire

La situation sécuritaire dans le Nord-Ouest du Niger, sur la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso, et au sud-est du pays dans le bassin du lac Tchad, a connu depuis le mois de janvier 2019 une forte détérioration à cause de l'activisme de différents groupes armés non-étatiques qui ont multiplié leurs initiatives, accrue leur capacité de nuisance et changé leurs modes opératoires.

La tendance la plus préoccupante est sans doute le nombre croissant des attaques ciblant directement, à l'Ouest comme à l'Est du pays, les populations civiles. Plus d'une centaine d'enlèvements et **prêt de 200 morts civils ont été enregistrés depuis le début de l'année 2019**. Ces chiffres, qui font le bilan des incidents sécuritaires seulement pour les cinq derniers mois, dépassent déjà le total des victimes civiles enregistrées pendant la totalité de [l'année 2018](#), qui s'élevait alors à 107 victimes.

Populations déplacées: une cible facile



La situation a vu son paroxysme dans la région de Diffa, qui, au mois de mars dernier, a été la scène de multiples attaques par les groupes armés non étatiques dans plusieurs villages des communes de Gueskérou et Chétimari. Ces attaques ont provoqué la mort de 88 personnes et le déplacement de 28 000 personnes, dont nombreuse déjà à leur deuxième ou troisième déplacement. Les 275 000 déplacés et réfugiés installés dans la région ne sont pas exonérés par ces attaques, et leur vulnérabilité les contraints même souvent à être la cible privilégiée des attaques. Un exemple récent le démontre, telles que les multiples incursions menées entre le 18 et le 19 juin dernier contre les communautés réfugiées et déplacées de Bosso et Gueskerou qui se sont soldées par la mort de six personnes ainsi que l'enlèvement d'une femme et d'une petite fille de 10 ans. Si les centres urbains de Diffa et Gueskerou sont longtemps restés des espaces « refuges » protégés pour ces populations, l'attaque conduite dans la ville de Diffa dans la nuit du 9 au 10 avril a marqué les esprits des populations, qui restent toujours divisées entre la crainte de violences et les frustrations d'un état d'urgence qui perdure depuis quatre ans. Au total, 140 civils ont été tués dans la région au cours des cinq premiers mois de l'année 2019, soit deux fois plus que le nombre de morts de civils enregistré en 2018. Le phénomène des enlèvements reste également préoccupant, avec plus de 80 civils capturés par les groupes armés, dont plusieurs femmes et enfants.

Les attaques contre les humanitaires compromettent l'assistance

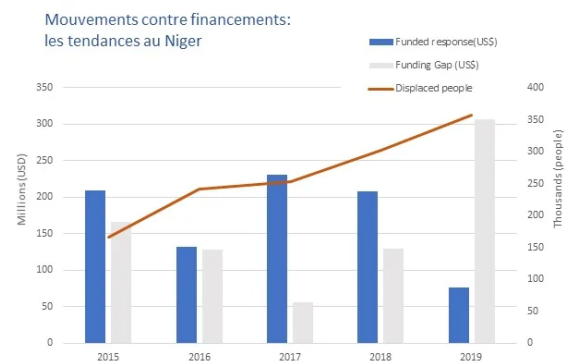
Cet activisme imprévisible n'épargne pas les acteurs et les ressources humanitaires sur le terrain. Si la région de Diffa a connu les actions les plus significatives contre les humanitaires avec le meurtre d'un employé de l'ONG IRC en mission dans le département de Maine Soroa le 14 juin ainsi que le saccage des locaux de MSF dans le même département, dans la région de Tillabéry les véhicules humanitaires sont devenus la cible systématique des groupes armés non-étatiques. A cet effet, le vol d'une douzaine de véhicules humanitaires entre les mois d'avril et mai et l'utilisation d'un de ces véhicules dans l'attaque du 13 mai contre la prison de haute sécurité de Koutoukalé, à 30 km de la ville de Niamey, ont mené les autorités à appliquer dans la région de Tillabéry des règles de sécurisation plus strictes, dont l'imposition d'escortes armées lors de la mise en œuvre d'activités humanitaires.

Cette décision, contraire aux principes humanitaires, a comporté **une suspension de l'assistance à 49,000 nigériens déplacés dans la région pour le mois de mai**. La collaboration et l'échange entre communauté humanitaire et le Gouvernement ont permis d'identifier des mécanismes de coordination civilo-militaire pour réactiver l'assistance sans manquer aux impératifs sécuritaires et humanitaires. Cependant, l'état d'urgence en vigueur depuis longtemps à Diffa, Tahoua et Tillabéri, affecte les moyens de subsistance des populations et contribue à la montée ultérieure des tensions entre populations hôtes et personnes déplacées, entre éleveurs et agriculteurs, ainsi qu'entre certaines communautés ethniques.

RÉPONSE D'URGENCE (Il y a 46 minutes)

Mouvements de population en hausse, financements humanitaires en baisse

Entre janvier et juin 2019, **plus de 110 000 personnes** ont dû abandonner leur foyer pour chercher assistance et protection à proximité des centres urbains et militaires des régions de Tahoua, Tillabéry, Diffa et Maradi. La violence croissante des conflits communautaires ainsi que le fait que les civils et les communautés vulnérables soient directement ciblées par les groupes armés non-étatiques actifs sur les frontières avec le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso sont certainement les causes majeures de ces mouvements.



Plus de 350 000 personnes déplacées

La tendance à l'augmentation était déjà observable en début d'année dans la région de Tahoua, où le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a atteint 18 131 personnes entre les mois de janvier et février, alors que 17 644 personnes étaient déjà enregistrées au 31 décembre 2018. Dans la région de Tillabéry, le nombre de PDI est passé de 35 866 personnes en décembre 2018 à 49 078 personnes en mars 2019. Il s'agit d'une augmentation préoccupante si l'on considère que les déplacements sont un phénomène relativement nouveau dans ces deux régions, dont les prémices sont apparues en janvier 2018.

Dès la fin du mois de mars dernier, les communes urbaines de Diffa et Gueskerou ont connu l'arrivée progressive de plus de 28 000 personnes, dont 9 000 réfugiés nigériens, s'étant déplacées suite aux attaques menées par les groupes armés non-étatiques contre plusieurs villages dans le sud-est du pays. Parmi les 22 sites et quartiers qui accueillent ces personnes, les plus peuplés sont le site de Awaridi (9,000 personnes) dans la commune urbaine de Diffa et le site de Kindjandi (3000 personnes), dans la commune de Gueskérou. Il s'agit de la vague de personnes la plus importante depuis le déclenchement de la crise en février 2015, lorsque les attaques des groupes armés avaient déjà causé le déplacement de 50,000 personnes et l'état d'urgence déclaré dans la région. C'est d'ailleurs la première fois qu'une proportion conséquente de ces mouvements (plus de 70%) concernent des personnes qui se déplacent pour la deuxième ou troisième fois., et qui donc vivaient déjà dans des conditions extrêmes de vulnérabilité et de précarité. Déjà au mois de décembre 2018, la Direction Régionale de l'Etat Civil, des Réfugiés et de la Migration (DREC) de Diffa comptait plus de 248,000 personnes déplacées ou réfugiées dans la région, dont près de 119,000 réfugiés, 104,000 déplacés et 25,700 retournés. Ces communautés restent l'une des cibles privilégiées des groupes armés.

Récemment, la détérioration de la sécurité à la frontière avec le Nigéria a entraîné de nouveaux mouvements transfrontaliers de Nigériens vers la région de Maradi. Environ 20,000 réfugiés des États de Sokoto et de Zamfara au Nigéria sont arrivés dans des villages situés entre 500 mètres et trois kilomètres de la frontière.

Une tendance préoccupante des financements

Si les besoins humanitaires continuent de se multiplier, la situation des financements humanitaires est loin de pouvoir fournir les moyens pour une réponse efficace. [L'aperçu des besoins humanitaires pour le Niger](#) estimait en 2019 que l'assistance était nécessaire pour **2,3 millions de personnes, dont 450 000 personnes déplacées et réfugiées**. Sur les **383 millions USD requis** pour la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire, **seulement 16% du budget requis ont été reçus** à ce jour, avec un taux de financement parmi les plus bas par rapport à l'ensemble des pays du Sahel.

La tendance qui est observée ces dernières années se traduit par une baisse graduelle du taux de financement des plans de réponse humanitaire alors que les mouvements de population dans le pays ne cessent de croître, avec un impact critique sur les besoins et sur l'agenda humanitaire du pays. **A la même période l'année dernière**, alors que la région de Tillabéry connaissait pour la première fois l'arrivée de 15 000 déplacées, **le plan de réponse n'était financé qu'à hauteur de 32%**, avec un taux beaucoup plus bas qu'en 2018, et dans le même temps deux fois plus efficace que cette année.

La réponse s'organise: un plan d'urgence

Si les stocks de contingence ont permis aux acteurs humanitaires de continuer à garantir une assistance, l'épuisement progressif de ces derniers laissera bientôt le pays sans les ressources nécessaires pour répondre à de nouvelles urgences, alors que de nombreux ménages dans les régions de Tahoua, Tillabéry et Diffa restent déjà, depuis des mois, sans aucune assistance. En réponse à cette problématique, la communauté humanitaire a cherché à identifier les besoins immédiats pour les six prochains mois ainsi que les activités prioritaires dans les différents secteurs d'interventions. **Le coût de ce plan qui vise les activités urgentes s'élève à 79 millions USD**, et comprend :

- le renforcement du mécanisme de réponse rapide pour apporter une première réponse aux déplacements ;

- la distribution de kits d'abris et de biens non alimentaires pour 16 500 ménages ;
- le pré-positionnement d'intrants médico-nutritionnels pour 200 000 enfants en situation de malnutrition aiguë sévère ;
- l'assistance alimentaire et la distribution de bétail et de semences pour répondre à la soudure ;
- la réalisation de points d'eau potable et de latrines pour 67 000 personnes ;
- la disposition de cliniques mobiles et de médicaments pour 420 000 personnes afin de prévenir la diffusion des épidémies de choléra et des maladies de l'enfant (PCIME) ;
- la construction et l'équipement de 800 espaces temporaires d'apprentissage et la formation de 1 560 enseignants pour assurer l'accès à l'éducation aux enfants, qui constituent la moitié des personnes déplacées dans les trois régions.

COORDINATION (Il y a 1 heure)

Coordination civilo-militaire : un rôle critique pour l'assistance humanitaire au Niger

La détérioration de la situation sécuritaire et l'imposition des mesures sécuritaires tels que l'état d'urgence dans certains départements des régions de Diffa, Tahoua et Tillabéry ont fortement réduit l'accès des acteurs humanitaires aux personnes affectées. Cette situation rend le dialogue et l'interaction entre les acteurs humanitaires et les acteurs militaires particulièrement indispensables pour protéger et promouvoir les principes humanitaires, réduire les incompatibilités et poursuivre la protection et l'assistance pour les populations civiles.

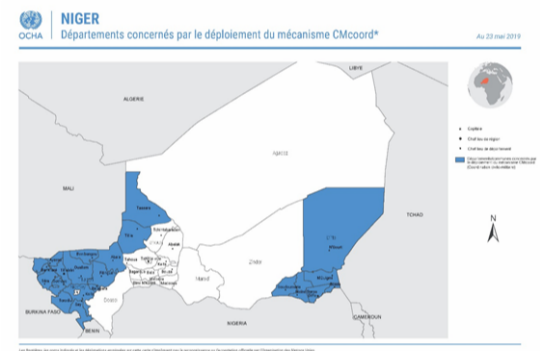
C'est dans cette vision que la communauté humanitaire travaille étroitement avec les autorités nigériennes afin de pouvoir opérer ses activités dans les zones actuellement inaccessibles situées près des frontières avec le Nigéria (par exemple Bosso et certaines localités des îles du lac Tchad) ou le Mali (Tahoua et Tillabéry) sans manquer à ses principes de neutralité, d'indépendance, d'impartialité et d'humanité.

Un mécanisme de coordination civilo-militaire sur trois régions

Dans la région de Tillabéry, la mise en œuvre par OCHA du mécanisme CMCoord a démarré le 13 avril 2018 et a permis de faciliter jusqu'à ce jour **près de 3 200 missions** menées par les agences ONU et les ONG nationales et internationales engagées dans la mise en place des programmes humanitaires sur la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso. L'assistance fournie dans le cadre de ces missions a permis de venir en aide à plus de 48 078 personnes avec la construction de points d'eau et de latrines et la distribution d'intrants thérapeutiques, de vivres et des kits de biens non alimentaire. Plus récemment, le cadre de coordination civilo-militaire a permis de débloquer l'impasse créée au mois d'avril par [l'imposition d'escortes armées](#) pour les opérations humanitaires dans cette région, et d'aboutir à des modèles d'assistance davantage alignés avec les impératifs humanitaires.

Dans la région de Tahoua, le mécanisme a été activé entre les mois d'août et septembre 2018 et a permis, à travers la sécurisation de deux axes, l'accès aux sites de Agando, Assagueyguey, Chinwaren, Intazene, Azakaza (département de Tilia) et du site de Miguiza (département de Tassara) pour la distribution de vivres et de biens non alimentaires auprès de 3 000 ménages.

Faciliter une compréhension commune





OCHA

NIGER

Rapport de situation

Dernière mise à jour: 11 juin 2019

Si l'accès humanitaire continue d'être un défi dans la région de Diffa, notamment dans les îles du Lac Tchad et les berges de la Komadougou, la coordination civilo-militaire a eu le mérite de faciliter la « coexistence » entre les acteurs humanitaires et les multiples forces militaires présentes dans la région.

Convaincu de l'importance de cette coordination pour la réponse humanitaire au Niger, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a organisé une série de rencontres visant à faciliter la compréhension de ce mécanisme par tous les acteurs impliqués. La plus importante a certainement été la **Journée d'information sur la Coordination Civilo-Militaire et le Droit International Humanitaire**, qui s'est tenue le 9 avril à Niamey et qui a vu la participation du Ministre de l'Action humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, de la Coordinatrice Humanitaire, des Secrétaires généraux des ministères de l'Action Humanitaire et de l'Intérieur, des gouverneurs et des commandants des zones des régions d'Agadez, Diffa, Tahoua et Tillabéry, des Représentants du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires et du Haut-Commissariat à la Consolidation de la Paix ainsi que des représentants des ONG internationales, des bailleurs de fond et du CICR.

OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire.

<http://www.unocha.org/niger>

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger>

<https://reliefweb.int/country/ner>

À propos

Privacy policy

Copyright notice

